

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1352

[2007/200887]

15 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, modifié par le décret du 15 décembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mai 2005;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 7 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 10 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 41.929/2, donné le 15 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "le décret" : le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local;

2^o "les Ministres" : les Ministres qui ont dans leurs attributions, d'une part les Affaires intérieures et, d'autre part, l'Economie et l'Emploi;

3^o "l'A.D.L." : l'agence de développement local visée à l'article 2, 2^o, du décret;

4^o "l'administration" : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

5^o "la demanderesse" : la ou les communes qui souhaitent obtenir l'agrément ou le renouvellement d'agrément d'une agence de développement local.

Art. 2. Délégation aux Ministres est donnée pour exercer les missions prévues à l'article 6, alinéas 9 et 10, du décret.

Le secrétariat de la Commission est assuré par l'administration.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission qui est conforme au règlement d'ordre intérieur type approuvé par le Gouvernement sur proposition du Conseil économique et social de la Région wallonne, doit, notamment, prévoir :

1^o les règles concernant la convocation, prioritairement par voie électronique, de la commission;

2^o les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

3^o les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du président;

4^o les règles de quorum pour que la Commission délibère valablement;

5^o la périodicité des réunions de la Commission;

6^o les modalités de fonctionnement en cas de procédure écrite vu l'urgence.

Tous les avis et recommandations de la Commission ont, en principe, fait l'objet d'un consensus. Toutefois, à défaut de consensus, un avis ou une recommandation concernant un point inscrit à l'ordre du jour peuvent faire l'objet de plusieurs points de vue dûment argumentés.

Il est interdit à tout membre de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération. Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en l'absence du membre effectif.

La Commission peut constituer des groupes de travail dont elle détermine la composition et fixe les missions. Les résultats des groupes de travail sont communiqués à la Commission pour décision.

CHAPITRE II. — *De l'agrément**Section 1^{re}. — De l'octroi de l'agrément*

Art. 3. La demande d'agrément comme A.D.L. est adressée par la demanderesse à l'administration, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est arrêté par les Ministres sur proposition de l'administration.

Cette demande d'agrément est accompagnée d'un dossier qui doit comporter :

1^o la délibération du ou des conseils communaux ayant pour objet de créer ou de maintenir une A.D.L. et sollicitant la demande d'agrément par la demanderesse.

2^o une copie des statuts de l'ASBL ou de la délibération du conseil communal organisant la régie ordinaire ou autonome;

3^o un projet de plan d'actions comprenant notamment une première analyse socioéconomique du territoire se référant aux études ou analyses déjà réalisées qui porte sur des actions différentes de celles déjà réalisées par les opérateurs existants et démontre en quoi elles s'en différencient;

4^o le calendrier d'élaboration et de réalisation du plan d'actions visé à l'article 2, 3^o, du décret;

5^o une description des moyens matériels et humains prévus pour réaliser les missions de l'A.D.L. ainsi que les modalités d'évaluation interne;

6^o le plan financier, compatible avec le plan de gestion existant pour les communes qui y sont soumises, comprenant notamment le budget de formation;

7^o les engagements visés à l'article 4, 2^o, 3^o, 6^o, 7^o, 8^o, 10^o et 11^o, du décret.

Les Ministres déterminent le canevas du plan d'actions sur proposition de l'administration.

Art. 4. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément, l'administration adresse à la demanderesse un accusé de réception mentionnant soit que le dossier est complet, soit les éléments requis pour le compléter.

Les pièces et renseignements manquants sont transmis selon la procédure visée à l'article 3, alinéa 1^{er}. Dès que l'administration constate que le dossier est complet, elle en avise la demanderesse.

L'instruction de la demande est effectuée par l'administration.

Art. 5. L'administration transmet le dossier à la Commission dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier complet.

Art. 6. § 1^{er}. La Commission remet aux Ministres un avis motivé sur toute demande d'agrément dans un délai d'un mois à dater de sa saisine. Les mois de juillet et août ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce délai.

A défaut d'avis rendu dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avis est réputé favorable.

§ 2. L'avis de la Commission est motivé en tenant compte du respect des conditions fixées par l'article 4 du décret et notamment de :

1° l'importance des moyens mis en œuvre par la demanderesse pour la réalisation des activités de l'A.D.L. et l'adéquation de ces moyens par rapport aux objectifs prioritaires;

2° la cohérence et la pertinence du plan d'actions.

La Commission peut entendre les représentants de la demanderesse d'initiative ou à la demande de celle-ci.

Dans ce cas, une convocation est adressée à la demanderesse par lettre recommandée, en mentionnant les points précis qui seront discutés.

Les Ministres peuvent préciser les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. Les Ministres se prononcent au plus tard dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis de la Commission.

L'administration notifie la décision d'octroi ou de refus d'agrément par lettre recommandée à la demanderesse dans les quinze jours de sa réception.

Section 2. — Du renouvellement

Art. 8. § 1^{er}. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite au plus tôt huit mois et au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

Cette demande est introduite par l'A.D.L. auprès de l'administration, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par les Ministres sur proposition de l'administration.

Cette demande est accompagnée d'un dossier qui doit comporter :

1° les modifications apportées aux documents visés à l'article 3, alinéa 2, 1° et 2°;

2° le plan d'actions, complémentaire aux actions de développement local assurées par les opérateurs existants, visé à l'article 2, 3°, du décret;

3° le calendrier d'élaboration et de réalisation du plan d'actions visé à l'article 2, 3°, du décret;

4° un relevé du personnel occupé aux missions de l'A.D.L. avec pour chacune de ces personnes, l'indication de ses qualifications et de ses fonctions au sein de l'A.D.L.;

5° la programmation de la formation continue des agents visés à l'article 4, 4°, du décret en liaison avec l'objet social de l'A.D.L.;

6° le plan financier, comprenant notamment un budget de formation, compatible avec le plan de gestion existant pour les communes qui y sont soumises;

7° les engagements visés à l'article 4, 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 10° et 11°, du décret.

Les Ministres déterminent le canevas du plan d'actions sur proposition de l'administration.

La procédure prévue aux articles 4 à 6 s'applique aux demandes de renouvellement d'agrément.

Les courriers sont toutefois adressés à l'A.D.L.

§ 2. L'avis de la Commission sur la demande de renouvellement de l'agrément est motivé en tenant compte du respect des conditions fixées par les articles 4 et 5 du décret et notamment de :

1° l'évaluation des résultats des actions;

2° la réalisation du plan d'actions démontrant la complémentarité des actions développées par rapport à celles proposées par les opérateurs existants;

3° l'importance des moyens mis en œuvre par l'A.D.L. pour la réalisation de ses activités et l'adéquation de ses moyens par rapport au plan d'actions;

4° la cohérence et de la pertinence des actions et des objectifs repris dans le plan d'actions;

5° la plus-value engendrée par le partenariat local en terme de création d'emplois, de développement de l'activité économique et d'amélioration de la qualité de vie.

Art. 9. Pour le 31 mars de chaque année au plus tard, l'A.D.L. est tenue de remettre un rapport dont le modèle est déterminé par les Ministres sur proposition de l'administration.

Ce rapport contient notamment :

1° les comptes annuels;

2° l'état d'avancement de la réalisation du plan d'actions et les fiches d'activités des projets dont le contenu est fixé par les Ministres et qui comprennent notamment l'origine du projet, les objectifs, le public concerné, les opérateurs et les partenaires, le rôle de l'A.D.L., les modes de financement, les étapes de réalisation ainsi que les résultats recherchés et obtenus;

3° le programme de formation continue;

4° le compte rendu de la participation au réseau des A.D.L. visé à l'article 3, 7° du décret.

L'administration analyse le rapport et le transmet à la Commission.

Art. 10. Les agents visés à l'article 4, 4° du décret exécutent leurs prestations sous l'autorité de l'A.D.L. que cette dernière soit leur employeur ou soit bénéficiaire, lorsqu'il s'agit d'une régie communale autonome ou d'une ASBL, d'une mise à disposition de personnel communal affecté aux missions exercées par l'A.D.L.

Section 3. — Du retrait et de la suspension

Art. 11. L'agrément d'une A.D.L. peut être suspendu ou retiré par les Ministres après avis de la Commission lorsque l'A.D.L. cesse de satisfaire à l'une des conditions fixées aux articles 4 et 5 du décret.

La Commission remet son avis après avoir entendu le ou les représentants de l'A.D.L.

Les Ministres peuvent suspendre l'agrément pour une durée qui ne peut excéder six mois.

CHAPITRE III. — De l'octroi de la subvention

Art. 12. Les Ministres octroient à l'A.D.L., dans les limites des crédits disponibles, une subvention annuelle d'un montant de soixante trois mille euros, destinée à couvrir partiellement les frais de fonctionnement et du personnel engagé en vertu de l'article 4, 4^o, du décret.

Cette subvention est ramenée à cinquante huit mille cinq cents euros en cas d'engagement d'un agent de niveau 1 et d'un agent de niveau 2.

La subvention est versée selon les modalités suivantes :

1^o une première tranche de 70 % du montant, est mise en liquidation lors de la notification de l'arrêté des Ministres, sur base d'une déclaration de créance, établie en quatre exemplaires, certifiée sincère et véritable au montant précité;

2^o le solde, soit 30 % du montant, est mis en liquidation sur base d'une déclaration de créance, établie en quatre exemplaires, certifiée sincère et véritable au montant précité, accompagnée des déclarations multifonctionnelles à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale des agents visés à l'article 4, 4^o, du décret et de la preuve de la participation équivalent à au moins 30 % de la subvention telle que prévue à l'article 4, 3^o, du décret.

Cette subvention est indexée annuellement en multipliant le montant visé à l'alinéa 1^{er}, par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

CHAPITRE IV. — Des dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 13. Les A.D.L. subventionnées conformément aux décisions du Gouvernement wallon des 24 juillet 1997 et 1^{er} avril 1999 relatives à la création d'emplois locaux par la mise en place d'agences de développement local dans les communes introduisent la demande d'agrément conforme à l'article 3 dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du décret.

Un plan d'actions conforme à l'article 2, 3^o, du décret est joint à la demande d'agrément.

Art. 14. Le décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions des agences de développement local et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} avril 2007

Art. 15. Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1352

[2007/200887]

15. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen, abgeändert durch das Dekret vom 15. Dezember 2005;

Aufgrund des am 12. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Mai 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region;

Aufgrund des am 10. Juni 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 15. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 41.929/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes und des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o "das Dekret": das Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen;

2° "die Minister": die Minister, in deren Zuständigkeitsbereich einerseits die inneren Angelegenheiten und andererseits die Wirtschaft und die Beschäftigung stehen;

3° "die LEA": die in Artikel 2 2° des Dekrets erwähnte lokale Entwicklungsagentur;

4° "die Verwaltung": die Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° "die Antragstellerin": die Gemeinde(n), die die Zulassung bzw. die Erneuerung der Zulassung einer lokalen Entwicklungsagentur erhalten möchte(n).

Art. 2 - Den Ministern wird Vollmacht erteilt, um die in Artikel 6 Absätze 9 und 10 des Dekrets vorgesehenen Aufgaben zu erfüllen.

Das Sekretariat des Ausschusses wird durch die Verwaltung gewährleistet.

In der Hausordnung des Ausschusses, die mit dem durch die Regierung auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region genehmigten Muster einer Hausordnung übereinstimmt, muss u.a. Folgendes vorgesehen sein:

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Ausschusses, die vorrangig elektronisch erfolgen soll;

2° die Regeln bezüglich der Aufnahme der Punkte in der Tagesordnung;

3° die Regeln, die anwendbar sind, falls der Vorsitzende abwesend bzw. verhindert ist;

4° die Quorum-Regeln, die eine gültige Beratung des Ausschusses sichern;

5° die Häufigkeit der Versammlungen des Ausschusses;

6° die Modalitäten, die sich im Fall eines schriftlichen Verfahrens aufgrund der Dringlichkeit auf die Arbeitsweise beziehen.

Alle Gutachten und Empfehlungen des Ausschusses sind grundsätzlich Gegenstand eines Konsenses gewesen. In Ermangelung eines Konsenses kann ein Gutachten bzw. eine Empfehlung bezüglich eines auf der Tagesordnung stehenden Punktes jedoch Gegenstand von mehreren ordnungsgemäß argumentierten Ansichten sein.

Es ist jedem Mitglied verboten, an den Sitzungen teilzunehmen, wenn er entweder persönlich oder durch eine Zwischenperson oder auch als Beauftragter ein Interesse an dem Gegenstand der Beratung hat. Die stellvertretenden Mitglieder können nur in Abwesenheit des Vollmitglieds an den Sitzungen teilnehmen.

Der Ausschuss kann Arbeitsgruppen bilden, deren Zusammensetzung sie bestimmt und deren Aufgaben sie festsetzt. Die Ergebnisse der Arbeitsgruppen werden dem Ausschuss zwecks Entscheidung mitgeteilt.

KAPITEL II — Die Zulassung

Abschnitt 1 — Die Gewährung der Zulassung

Art. 3 - Der Antrag auf Zulassung als LEA wird der Verwaltung durch die Antragstellerin entweder mit der Post oder auf dem elektronischen Weg mittels eines Formulars zugeschickt, dessen Muster durch die Minister auf Vorschlag der Verwaltung bestimmt wird.

Diesem Antrag auf Zulassung wird eine Akte beigelegt, die folgende Unterlagen enthalten muss:

1° die Beratung des bzw. der Gemeinderats bzw. Gemeinderäte, die zum Ziel hat, eine LEA zu gründen oder zu erhalten, und durch die die Antragstellerin aufgefordert wird, den Antrag einzureichen;

2° eine Kopie der Statuten der V.o.E. oder der Beratung des Gemeinderates, durch die die gewöhnliche oder autonome Regie organisiert wird;

3° ein Projekt eines Aktionsplans, das u.a. eine erste sozial-wirtschaftliche Analyse des Gebiets mit Bezug auf die bereits durchgeführten Studien oder Analysen enthält, das Aktionen betrifft, die von den von bestehenden Trägern bereits durchgeführten Aktionen verschieden sind und erklärt, in welchem Maße sie von einander zu unterscheiden sind;

4° der Zeitplan für die Erstellung und die Erarbeitung des in Artikel 2, 3° des Dekrets erwähnten Aktionsplans;

5° eine Beschreibung der materiellen und menschlichen Mittel, die zur Durchführung der Aufgaben der LEA vorgesehen sind, sowie die Modalitäten für die interne Bewertung;

6° der Finanzplan, der mit dem für die ihm unterliegenden Gemeinden bestehenden Verwaltungsplan vereinbar ist und in dem u.a. der Ausbildungshaushalt enthalten ist;

7° die in Artikel 4 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 10° und 11° des Dekrets erwähnten Verpflichtungen.

Die Minister bestimmen den Rahmen des Aktionsplans auf Vorschlag der Verwaltung.

Art. 4 - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Zulassung schickt die Verwaltung der Antragstellerin eine Empfangsbestätigung, in der gemeldet wird, dass die Akte vollständig ist oder dass sie bestimmte Elemente zum Vervollständigen der Akte braucht.

Die fehlenden Unterlagen und Auskünfte werden gemäß dem in Artikel 3 Absatz 1 erwähnten Verfahren übermittelt. Sobald die Verwaltung feststellt, dass die Akte vollständig ist, teilt sie dies der Antragstellerin mit.

Die Untersuchung des Antrags wird durch die Verwaltung vorgenommen.

Art. 5 - Die Verwaltung übermittelt die Akte dem Ausschuss innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang der vollständigen Akte.

Art. 6 - § 1 - Der Ausschuss gibt den Ministern ein begründetes Gutachten über jeden Antrag auf Zulassung innerhalb einer Frist von einem Monat ab seiner Befassung ab. Die Monate Juli und August werden bei der Berechnung dieser Frist nicht berücksichtigt.

Ist innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist kein Gutachten abgegeben worden, so gilt das Gutachten als günstig.

§ 2 - Das Gutachten des Ausschusses wird unter Berücksichtigung der Einhaltung der in Artikel 4 des Dekrets festgesetzten Bedingungen und insbesondere des Folgenden begründet:

1° der Umfang der durch die Antragstellerin zur Durchführung der Tätigkeiten der LEA eingesetzten Mittel und die Übereinstimmung dieser Mittel mit den vorrangigen Zielsetzungen;

2° die Kohärenz und die Sachdienlichkeit des Aktionsplans.

Der Ausschuss kann die Vertreter der Antragstellerin auf eigene Initiative oder auf deren Antrag anhören.

In diesem Fall wird der Antragstellerin eine Vorladung, in der die Punkte, die besprochen werden, angegeben werden, per Einschreiben zugeschickt.

Die Minister können die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen präziser festlegen.

Art. 7 - Die Minister nehmen Stellung spätestens innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Eingang des Gutachtens des Ausschusses.

Die Verwaltung stellt der Antragstellerin den Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Eingang per Einschreiben zu.

Abschnitt 2 — Die Erneuerung

Art. 8 - § 1 - Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird frühestens acht Monate und spätestens vier Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung eingereicht.

Dieser Antrag wird durch die LEA bei der Verwaltung entweder mit der Post oder auf dem elektronischen Weg mittels eines Formulars eingereicht, dessen Muster durch die Minister auf Vorschlag der Verwaltung bestimmt wird.

Diesem Antrag wird eine Akte beigefügt, die folgende Unterlagen enthalten muss:

- 1° die an den in Artikel 3 Absatz 2 1° und 2° angebrachten Abänderungen;
- 2° der in Artikel 2 3° des Dekrets erwähnte Aktionsplan, der die durch die bestehenden Träger vorgenommenen Aktionen zur lokalen Entwicklung ergänzt;
- 3° der Zeitplan für die Erstellung und die Erarbeitung des in Artikel 2 3° des Dekrets erwähnten Aktionsplans;
- 4° eine Liste des bei den Aufgaben der LEA beschäftigten Personals mit für jede dieser Personen der Angabe ihrer Qualifikationen und ihrer Funktionen innerhalb der LEA;
- 5° die Planung der Fort- und Weiterbildung der in Artikel 4 4° des Dekrets erwähnten Bediensteten in Verbindung mit dem Gesellschaftszweck der LEA;
- 6° der u.a. einen Ausbildungshaushalt enthaltenden Finanzplan, der mit dem für die ihm unterliegenden Gemeinden bestehenden Verwaltungsplan vereinbar ist;
- 7° die in Artikel 4 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 10° und 11° des Dekrets erwähnten Verpflichtungen.

Die Minister bestimmen den Rahmen des Aktionsplans auf Vorschlag der Verwaltung.

Das in den Artikeln 4 bis 6 vorgesehene Verfahren findet Anwendung auf die Anträge zur Erneuerung der Zulassungen.

Die Briefe werden jedoch an die LEA geschickt.

§ 2 - Das Gutachten des Ausschusses über den Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird unter Berücksichtigung der Einhaltung der in den Artikel 4 und 5 des Dekrets festgesetzten Bedingungen und insbesondere des Folgenden begründet:

- 1° die Bewertung der Ergebnisse der Aktionen;
- 2° die Durchführung des Aktionsplans, wodurch die Komplementarität der entwickelten Aktionen mit denen, die durch die bestehenden Träger vorgeschlagen werden, nachgewiesen wird;
- 3° der Umfang der durch die LEA zur Durchführung ihrer Tätigkeiten eingesetzten Mittel und die Übereinstimmung ihrer Mittel mit dem Aktionsplan;
- 4° die Kohärenz und die Sachdienlichkeit der im Aktionsplan angeführten Aktionen und Zielsetzungen;
- 5° der durch die lokale Partnerschaft in Sachen Schaffung von Arbeitsplätzen, Entwicklung der wirtschaftlichen Tätigkeit und Aufbesserung der Lebensqualität geschaffene Mehrwert.

Art. 9 - Spätestens bis zum 31. März eines jeden Jahres muss die LEA einen Bericht abgeben, dessen Muster durch die Minister auf Vorschlag der Verwaltung bestimmt wird.

In diesem Bericht ist u.a. Folgendes enthalten:

- 1° die Jahresabschlüsse;
- 2° der Entwicklungsstand der Durchführung des Aktionsplans und die Datenblätter in Bezug auf die Tätigkeiten der Projekte, deren Inhalt durch die Minister festgelegt wird und die u.a. den Ursprung des Projekts, die Zielsetzungen, die betroffene Personengruppe, die Träger und Partner, die Rolle der LEA, die Finanzierungsmodi, die Durchführungsschritte sowie die erhofften und erreichten Ergebnisse enthalten;
- 3° das Programm der Fort- und Weiterbildung;
- 4° das Protokoll der Beteiligung an dem in Artikel 3 7° des Dekrets erwähnten Netz der LEA.

Die Verwaltung analysiert den Bericht und übermittelt ihn dem Ausschuss.

Art. 10 - Die in Artikel 4 4° des Dekrets erwähnten Bediensteten verrichten ihre Leistungen unter der Aufsicht der LEA, unabhängig davon, ob diese ihr Arbeitgeber oder die Bezieherin einer Zurverfügungstellung von Gemeindepersonal ist, das für die durch die LEA ausgeübten Aufgaben eingesetzt wird, wenn es sich um eine autonome Gemeinderegion oder eine V.o.E. handelt.

Abschnitt 3 — Entzug und Aufhebung

Art. 11 - Die Zulassung einer LEA kann durch die Minister nach einem Gutachten des Ausschusses aufgehoben bzw. entzogen werden, wenn die LEA nicht mehr einer der in den Artikeln 4 und 5 des Dekrets festgesetzten Bedingungen genügt.

Der Ausschuss gibt sein Gutachten ab, nachdem er den oder die Vertreter der LEA angehört hat.

Die Minister können die Zulassung für einen Zeitraum, der sechs Monate nicht überschreiten darf, aufheben.

KAPITEL III — *Die Gewährung des Zuschusses*

Art. 12 - Die Minister gewähren der LEA, innerhalb der Grenzen der verfügbaren Mittel, einen jährlichen Zuschuss in Höhe von dreiundsechzigtausend Euro, der dazu bestimmt ist, die Betriebskosten und die Kosten für das aufgrund des Artikels 4 4° des Dekrets eingestellte Personal teilweise zu decken.

Dieser Zuschuss wird auf achtundfünfzigtausendfünfhundert Euro bei Einstellung eines Bediensteten der Stufe 1 und eines Bediensteten der Stufe 2 heruntergebracht.

Der Zuschuss wird nach folgenden Modalitäten ausgezahlt:

1° eine erste Tranche von 70% des Betrags wird bei der Zustellung des Erlasses der Minister auf der Grundlage einer in vier Ausfertigungen erstellten, für richtig und vollständig in Bezug auf den vorerwähnten Betrag bescheinigten Forderungsanmeldung ausgezahlt;

2° der Restbetrag, d.h. 30% des Betrags wird auf der Grundlage einer in vier Ausfertigungen erstellten, für richtig und vollständig in Bezug auf den vorerwähnten Betrag bescheinigten Forderungsanmeldung ausgezahlt, welcher multifunktionelle Erklärungen bei der Datenbank der sozialen Sicherheit für die in Artikel 4 4° des Dekrets erwähnten Bediensteten und der Nachweis der Beteiligung in Höhe von mindestens 30% des Zuschusses, so wie er in Artikel 4 3° des Dekrets vorgesehen ist, beigefügt werden.

Dieser Zuschuss wird jährlich indexiert, indem der in Absatz 1 erwähnte Betrag mit dem Durchschnitt der Zahlen des Verbraucherpreisindex (Gesundheitsindex) der letzten zwei Monate des Jahres multipliziert wird, der durch den Durchschnitt der Zahlen des Verbraucherpreisindex (Gesundheitsindex) der letzten zwei Monate des vorigen Jahres dividiert wird.

KAPITEL IV — *Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Die LEA, die gemäß den Beschlüssen der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 1997 und vom 1. April 1999 bezüglich der Schaffung von lokalen Arbeitsplätzen durch die Einrichtung von lokalen Entwicklungsagenturen in den Gemeinden bezuschusst werden, reichen den mit Artikel 3 übereinstimmenden Antrag auf Zulassung innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des Dekrets ein.

Ein mit Artikel 2 3° des Dekrets übereinstimmender Aktionsplan wird dem Antrag auf Zulassung beigefügt.

Art. 14 - Das Dekret vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen und der vorliegende Erlass treten am 1. April 2007 in Kraft.

Art. 15 - Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes und der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1352

[2007/200887]

15 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, gewijzigd bij het decreet van 15 december 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 mei 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 7 juni 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 juni 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 41.929/2, gegeven op 15 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° "het decreet" : het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen;

2° "de Ministers" : de Ministers tot wier bevoegdheden de Binnenlandse Aangelegenheden, enerzijds, en Economie en Tewerkstelling, anderzijds, behoren;

3° "A.D.L." : het plaatselijke ontwikkelingsagentschap bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet;

4° "de administratie": de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° "de aanvrager": de gemeente of gemeenten die verzoeken om de erkenning of de hernieuwing van de herkenning van een plaatselijk ontwikkelingsagentschap.

Art. 2. Delegatie wordt toegekend aan de Ministers om hun in artikel 6, leden 9 en 10, van het decreet bepaalde opdrachten uit te oefenen.

Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de administratie.

Het huishoudelijk reglement van de Commissie, dat overeenstemt met het model van het huishoudelijk reglement goedgekeurd door de Regering op voorstel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), moet onder meer bepalen :

- 1° de regels betreffende de bijeenroeping, bij voorrang per e-mail, van de commissie;
- 2° de regels betreffende de inschrijving van de punten op de agenda;
- 3° de regels die van toepassing zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;
- 4° de quorumregels zodat de Commissie op geldige wijze beraadslaagt;
- 5° de periodiciteit van de vergaderingen van de Commissie;
- 6° de werkingsmodaliteiten in geval van dringende schriftelijke procedure.

Alle adviezen en aanbevelingen van de Commissie hebben in principe het voorwerp uitgemaakt van een consensus. Bij gebrek aan consensus kunnen een advies of een aanbeveling betreffende een agendapunt evenwel het voorwerp uitmaken van verschillende behoorlijk geargumenteerde standpunten.

Het is elk lid verboden te zetelen indien hij ofwel persoonlijk ofwel via een tussenpersoon ofwel als zaakgelastigde een rechtstreeks belang heeft in het voorwerp van de beraadslaging. De plaatsvervangende leden mogen enkel zetelen als het werkend lid afwezig is.

De Commissie mag werkgroepen oprichten waarvan ze de samenstelling en de opdrachten bepaalt. De resultaten van de werkgroepen worden ter beslissing aan de Commissie voorgelegd.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Afdeling 1. — Toekenning van de erkenning

Art. 3. De aanvraag om erkenning als "A.D.L." wordt door de aanvrager bij de administratie ingediend, ofwel per post, ofwel per e-mail, middels een formulier waarvan het model wordt vastgesteld door de Ministers op voorstel van de administratie.

Die aanvraag om erkenning gaat vergezeld van een dossier dat moet bevatten :

1° de beraadslaging van de gemeenteraad (gemeenteraden) met als voorwerp de oprichting of het behoud van een "A.D.L." en die om de aanvraag tot erkenning door de aanvrager verzoekt;

2° een afschrift van de statuten van de VZW of van de beraadslaging van de gemeenteraad houdende organisatie van het gewoon of autonoom bedrijf;

3° een ontwerp van actieplan met o.a. een eerste sociaal-economische analyse van het grondgebied die naar reeds uitgevoerde studies of analyses verwijst, die betrekking heeft op acties verschillend van de door bestaande operators reeds uitgevoerde acties, en die de verschillen tussen de twee analyses bewijst;

4° de planning voor de uitwerking en de uitvoering van het actieplan bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet;

5° een omschrijving van de materiële en menselijke middelen die voorzien zijn voor de uitvoering van de opdrachten van het "A.D.L." alsook de regels voor de interne evaluatie;

6° het financieel plan, verenigbaar met het bestaande beheersplan voor de gemeenten die er zijn onderworpen, dat onder meer het vormingsbudget bevat;

7° de in artikel 4, 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 10° en 11 van het decreet bedoelde vastleggingen.

De Ministers bepalen het schema van het actieplan op voorstel van de administratie.

Art. 4. De administratie bezorgt de aanvrager binnen vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag om erkenning, een bericht waarin vermeld wordt ofwel dat het dossier volledig is, ofwel welke gegevens vereist zijn om het te vervolledigen.

De ontbrekende stukken en gegevens worden toegezonden volgens de procedure bedoeld in artikel 3, eerste lid. Zodra de administratie vaststelt dat het dossier volledig is, brengt zij de aanvrager ervan op de hoogte.

De aanvraag wordt door de administratie onderzocht.

Art. 5. De administratie maakt het dossier aan de Commissie over binnen een termijn van één maand te rekenen van de ontvangst van het volledig dossier.

Art. 6. § 1. Binnen een termijn van één maand te rekenen van de aanhangigmaking legt de Commissie een met redenen omkleed advies aan de Ministers uit voor elke aanvraag om erkenning. De maanden juli en augustus worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van die termijn.

Bij ontstentenis van een advies binnen de termijn bedoeld in het eerste lid wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. Het advies van de Commissie is met redenen omkleed rekening houdend met de naleving van de voorwaarden bepaald bij artikel 4 van het decreet, met name :

1° het belang van de middelen die door de aanvrager ingezet worden voor de uitvoering van de activiteiten van het "A.D.L." en de toereikendheid van die middelen ten opzichte van de prioritaire doelstellingen;

2° de coherentie en de relevantie van het actieplan.

De Commissie kan de vertegenwoordigers van de aanvrager op eigen initiatief ofwel op haar verzoek horen.

In dat geval wordt een convocatie bij aangetekend schrijven gestuurd naar de aanvrager, met vermelding van de te bespreken specifieke punten.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Ministers.

Art. 7. De Ministers beslissen uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

De administratie geeft de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning binnen vijftien dagen te rekenen van haar ontvangst.

Afdeling II. — Hernieuwing

Art. 8. § 1. De aanvraag tot verlenging van de toekenning wordt ten vroegste acht maanden en ten laatste vier maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning ingediend.

Die aanvraag wordt door het "A.D.L." aan de administratie ingediend, ofwel per post, ofwel per e-mail, middels een formulier waarvan het model wordt bepaald door de Ministers op voordracht van de administratie.

Die aanvraag gaat vergezeld van een dossier dat moet bevatten :

- 1° de wijzigingen aangebracht in de bij artikel 3, tweede lid, 1° en 2°, bedoelde documenten;
- 2° het actieplan, ter aanvulling van de acties inzake plaatselijke ontwikkeling verzorgd door de bestaande operators bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet;
- 3° de planning voor de uitwerking en de uitvoering van het actieplan bedoeld in artikel 2, 3°, van het decreet;
- 4° een lijst van de personeelsleden die bezig zijn met de opdrachten van het "A.D.L." met vermelding van de kwalificaties en functies binnen het "A.D.L." voor elk van deze personen;
- 5° de programmatie van de voortgezette opleiding van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, 4°, van het decreet in verband met het maatschappelijk doel van het "A.D.L." ;
- 6° het financieel plan, dat onder meer een vormingsbudget bevat, verenigbaar met het bestaande beheersplan voor de gemeenten die eraan zijn onderworpen;
- 7° de in artikel 4, 2°, 3°, 6°, 7°, 8°, 10° en 11°, van het decreet bedoelde vastleggingen.

De Ministers bepalen het schema van het actieplan op de voordracht van de administratie.

De procedure bedoeld in de artikelen 4 tot en met 6 is van toepassing op de aanvragen om verlenging van de toekenning.

Elk schrijven wordt evenwel gericht aan het "A.D.L."

§ 2. Het advies van de Commissie over de aanvraag tot verlenging van de toekenning is met redenen omkleed rekening houdend met de naleving van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 4 en 5 van het decreet, met name :

- 1° de evaluatie van de resultaten van de acties;
- 2° de uitvoering van het actieplan waarbij de complementariteit van de ontwikkelde acties ten opzichte van de door de bestaande operators voorgestelde acties aangevoerd wordt;
- 3° het belang van de middelen die door het "A.D.L." ingezet worden voor de uitvoering van zijn activiteiten en de toereikendheid van zijn middelen ten opzichte van het actieplan;
- 4° de coherentie en de relevantie van de in het actieplan opgenomen acties en doelstellingen;
- 5° de meerwaarde veroorzaakt door de plaatselijke samenwerking in termen van creatie van werkgelegenheid, van ontwikkeling van de economische activiteit en van verbetering van de levenskwaliteit.

Art. 9. Uiterlijk 31 maart van elk jaar moet het "A.D.L." een verslag indienen waarvan het model wordt bepaald door de Ministers op voorstel van de administratie.

Dit verslag bevat onder meer :

- 1° de jaarrekeningen;
- 2° de staat van vordering van de uitvoering van het actieplan en de activiteitsomschrijvingen van de projecten waarvan de inhoud wordt bepaald door de Ministers en die onder meer de oorsprong van het project, de doelstellingen, het betrokken publiek, de operators en de partners, de rol van het "A.D.L.", de financieringswijzen, de fases van totstandkoming alsook de beoogde en behaalde resultaten omvatten;
- 3° het programma van voortgezette opleiding;
- 4° het verslag van de deelname in het netwerk van het in artikel 3, 7°, van het decreet bedoelde "A.D.L."

De administratie analyseert het verslag en maakt het aan de Commissie over.

Art. 10. De in artikel 4, 4°, van het decreet bedoelde ambtenaren voeren hun prestaties uit onder het gezag van het "A.D.L.", voorzover laatstgenoemde hun werkgever is of, wanneer het gaat om een autonoom gemeentebedrijf of een VZW, in aanmerking komt voor een terbeschikkingstelling van gemeentelijk personeel dat belast is met de door het "A.D.L." uitgevoerde opdrachten.

Afdeling III. — Intrekking en opschorting

Art. 11. De erkenning van een "A.D.L." kan door de Ministers ofwel ingetrokken, ofwel geschorst worden, na advies van de Commissie, wanneer het "A.D.L." niet meer voldoet aan een van de in de artikelen 4 en 5 van het decreet bepaalde voorwaarden.

De Commissie brengt haar advies uit na de vertegenwoordiger(s) van het "A.D.L." te hebben gehoord.

De Ministers kunnen de erkenning opschorten voor een duur van ten hoogste zes maanden.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van de subsidie

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verlenen de Ministers een jaarlijkse toelage van drieënzestigduizend euro aan het "A.D.L.", ter gedeeltelijke dekking van de werkingskosten en van de kosten van het in dienst genomen personeel krachtens artikel 4, 4°, van het decreet.

Bij indienstneming van een personeelslid van niveau 1 en van een personeelslid van niveau 2 wordt die toelage op achtevvijftigduizend vijfhonderd euro teruggebracht.

De toelage wordt gestort als volgt :

1° een eerste schijf van 70 % van het bedrag wordt uitbetaald bij de kennisgeving van het besluit van de Ministers, op basis van een aangifte van schuldvordering, opgemaakt in vier exemplaren en die waar en oprecht ten opzichte van voornoemd bedrag wordt verklaard.

2° het saldo, te weten 30 % van het bedrag, wordt uitbetaald op basis van een aangifte van schuldvordering, opgemaakt in vier exemplaren en die waar en oprecht ten opzichte van voornoemd bedrag wordt verklaard, gevoegd bij de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de in artikel 4, 4°, bedoelde personeelsleden, het decreet en het bewijs van een bijdrage gelijk aan minstens 30 % van de toelage zoals bepaald in artikel 4, 3°, van het decreet.

Die toelage wordt jaarlijks geïndexeerd door het bedrag bedoeld in het eerste lid te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het jaar, gedeeld door het gemiddelde van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het voorafgaand jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 13. De "A.D.L." die gesubsidieerd worden overeenkomstig de beslissingen van de Waalse Regering van 24 juli 1997 en 1 april 1999 betreffende de plaatselijke banencreatie door het oprichten van plaatselijke ontwikkelingsagentschappen in de gemeenten, dienen de aanvraag om erkenning in die overeenstemt met artikel 3 binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van het decreet.

Een actieplan dat conform is met artikel 2, 3°, van het decreet wordt gevoegd bij de aanvraag om erkenning.

Art. 14. Het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen en dit besluit treden in werking op 1 april 2007.

Art. 15. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1353

[2007/200885]

1^{er} MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon réglementant l'enregistrement des performances, l'évaluation génétique, l'insémination artificielle et l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, notamment les articles 1^{er}, 2° et 5°, et 2;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1992 portant des dispositions zootechniques et de police sanitaire vétérinaire concernant la production, le traitement, le stockage, l'usage, les échanges intracommunautaires et l'importation du sperme de bovin, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1993, 12 novembre 2001, 10 novembre 2005 et 16 janvier 2006, et par l'arrêté ministériel du 13 septembre 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 portant agrément zootechnique de centres de distribution de sperme de bovin;

Vu les arrêtés ministériels des 25 juillet 2002, 14 août 2002, 13 avril 2004, 21 septembre 2004, 26 avril 2005, 26 juillet 2005 et 30 janvier 2006 portant agrément zootechnique de centres de distribution de sperme de bovin;

Vu la Directive n° 87/328/CEE du Conseil du 18 juin 1987 relative à l'admission à la reproduction des bovins reproducteurs de race pure, modifiée par la Directive n° 2005/24/CE du 14 mars 2005 en ce qui concerne les centres de stockage de sperme et l'utilisation des ovules et embryons provenant de reproducteurs de race pure de l'espèce bovine;

Considérant la Directive n° 77/504/CEE du Conseil du 25 juillet 1977 concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure;

Considérant la Directive n° 88/407/CEE du Conseil du 14 juin 1988 fixant les exigences de police sanitaire applicables aux échanges intracommunautaires et aux importations de sperme d'animaux de l'espèce bovine;

Considérant la Directive n° 94/28/CE du Conseil du 23 juin 1994 fixant les principes relatifs aux conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'importation en provenance des pays tiers d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons, et modifiant la Directive n° 77/504/CEE concernant les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure;

Considérant la Décision n° 84/247/CEE de la Commission du 27 avril 1984 déterminant les critères de reconnaissance des organisations et associations d'éleveurs tenant ou créant des livres généalogiques pour les bovins reproducteurs de race pure;

Considérant la Décision n° 84/419/CEE de la Commission du 19 juillet 1984 déterminant les critères d'inscription dans les livres généalogiques des bovins;

Considérant la Décision n° 96/509/CE de la Commission du 18 juillet 1996 arrêtant les exigences généalogiques et zootechniques requises à l'importation de spermes de certains animaux;

Considérant la Décision n° 96/510/CE de la Commission du 18 juillet 1996 établissant les certificats généalogiques et zootechniques relatifs à l'importation d'animaux reproducteurs, de leur sperme, de leurs ovules et de leurs embryons;

Considérant la Décision n° 2002/8/CE de la Commission du 28 décembre 2001 fixant les méthodes relatives à l'identification génétique des animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure et modifiant les Décisions n° 88/124/CEE et 96/80/CE;

Considérant la Décision n° 2005/379/CE du 17 mai 2005 relative aux certificats généalogiques et aux indications à y faire figurer en ce qui concerne les animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure, ainsi que le sperme, les ovules et les embryons qui en proviennent;

Considérant la Décision n° 2006/139/CE de la Commission du 7 février 2006 portant modalités d'application de la Directive 94/28/CE du Conseil en ce qui concerne la liste des instances des pays tiers autorisés à tenir un livre généalogique ou un registre de certains animaux;

Considérant la Décision n° 2006/427/CE de la Commission du 20 juin 2006 fixant les méthodes de contrôle des performances et d'appréciation de la valeur génétique des animaux de l'espèce bovine reproducteurs de race pure;